BÉTAIL d'Afrique

Bi-Mensuel N°015

POUR L'ÉLEVAGE, LA PÊCHE ET L'AQUACULTURE

Du 07 au 22 JUIN 2022

PRIX: 300 F CFA

Éditorial

Par Charles Lambert TRA-BI

Côte d'Ivoire: Cap sur l'application de la PONADEPA

Partout où il a l'occasion de prendre la parole, en Côte d'Ivoire comme à l'extérieur du pays, Sidi Tiémoko Touré, ministre ivoirien des Ressources Animales et Halieutiques, ne fait pas mystère de sa volonté d'accroitre la productivité dans le secteur dont il a la charge.

Suite à la page 2

ACTIVITÉS MARITIMES

DANGER DANS LE GOLFE DE GUINÉE

● Des experts font de graves révélations

PRODUCTIONS ANIMALES ET HALIEUTIQUES

La Côte d'Ivoire renforce sa coopération avec le Brésil

TABASKI 2022

Le ministre Sidi Touré rassure les populations

ÉTHIOPIE

Une sécheresse ravage des vies d'éleveurs et de bétail

Éditorial ...Suite

Par Charles Lambert TRA-BI

Cette ambition, il l'a nourrie pour réduire significativement les importations de la Côte d'Ivoire en produits animaliers et halieutiques qui restent considérables. Le pays demeure, en effet, dépendant de l'extérieur en matière de viande et de poisson. Chaque année, la Côte d'Ivoire engage des sommes faramineuses pour permettre à la population de disposer de protéines animales et halieutiques.

Cette tendance, depuis qu'il a pris les rênes du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH), Sidi Touré entend l'inverser en boostant la production nationale. Pour ce faire, il a pensé et mis en place une stratégie pour moderniser l'élevage et la pêche. Par ailleurs, il a fait du développement de l'aquaculture son cheval de bataille, convaincu que son pays pourrait bénéficier de l'apport de ce secteur d'activité et tirer des dividendes en termes de baisse des importations par la compassion de la production locale. Sidi Touré a donc mis en place, avec le concours des experts de son ministère, un mécanisme, un outil dénommé Politique nationale de développement de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture (PONADEPA 2022-2026).

Cette politique qui dévoile, dans toutes ses articulations, l'ambition de la Côte d'Ivoire d'être autosuffisante en produits animaliers et halieutiques, devrait permettre à terme, pour la tranche 2022-2026, la création de 700 mille emplois directs et le renforcement des dispositions institutionnelles, législatives et réglementaires des activités agropastorales et halieutiques. Les indicateurs de performance, aux termes de cette ambitieuse politique, sont significatifs et visent une couverture de 70% des besoins en produits animaliers et de 65% en ressources halieutiques.

L'application de la PONADEPA, estiment des experts, devra faire du Ministère des ressources animales et halieutiques une réelle source de création de richesses et d'emplois décents pour une alimentation saine, nutritive et suffisante mais respectueuse de l'environnement et de la biodiversité. Ceux-ci pensent que les programmes de développement d'envergure comme la PONADEPA, ont la chance d'être parfaitement conduits et mis en oeuvre par les personnes qui en sont les conceptrices, les initiatrices au plus haut niveau.

C'est pourquoi lorsqu'il a été reconduit, le 20 avril 2022 dans le gouvernement Patrick Achi 2, c'est par une salve d'applaudissements que les acteurs des Ressources Animales et Halieutiques ont accueilli la nouvelle. Tous ont exprimé leur enthousiasme à l'idée de voir le ministre Sidi Tiémoko Touré poursuivre ce vaste chantier de modernisation de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture.

Que ce soient les experts, les techniciens ainsi que les agents impliqués à tous les niveaux de la chaine de valeur des ressources animales et halieutiques, tous ont vu cette reconduction du ministre Sidi Touré au gouvernement comme une chance donnée à la PONADEPA d'être véritablement appliquée afin de produire les résultats qui lui sont assignés. C'est-à-dire développer l'élevage, la pêche et l'aquaculture pour que la Côte d'Ivoire atteigne l'autosuffisance en protéines animales et halieutiques, mais aussi et surtout pour permettre au pays de créer de la richesse et des emplois pour les femmes et jeunes ■

SÉNÉGAL / TABASKI 2022

Aly Saleh Diop annonce 810 mille moutons et évoque des difficultés

Carlos DOGBA avec Sud quotidien

Mardi 17 Mai 2022, s'est tenu, à Dakar au Sénégal, l'atelier de validation de la lettre de politique sectorielle de développement de l'élevage. Occasion pour le ministre sénégalais de l'Elevage et des productions animales, Aly Saleh Diop, d'évoquer les difficultés liées à la fête de la Tabaski et le dispositif des autorités.

Le ministre sénégalais de l'Elevage et des productions animales, Aly Saleh Diop. (Ph. DR)

«*Dans moins de deux mois, nous allons célébrer la fête de la Tabaski. Cet événement constitue une activité phare du ministère, aussi je saisis cette occasion pour lancer un appel à tous les acteurs à se mobiliser comme l'année dernière pour assurer à nos populations un approvisionnement suffisant en moutons de Tabaski*», a dit le ministre sénégalais dans son discours d'allocution. L'objectif de cet atelier était de prendre la mesure de la dernière lettre qui avait cours de 2017 à 2021 mais également d'en dresser une nouvelle en tenant compte des récents événements (Covid et guerre), pour essayer de voir comment faire dans les années à venir pour que notre pays puisse prendre les mesures pour accroître la résilience du secteur de l'élevage. «*La Tabaski est maintenant une opération de routine pour le ministère de l'Elevage. L'année dernière, quand même nous avions réussi une bonne opération Tabaski en essayant de voir très tôt les contraintes liées à l'organisation de l'activité (le financement, la levée d'un certain nombre de contraintes pour permettre aux acteurs de pouvoir convoyer convenablement les animaux vers les points de vente). Nous nous étions réunis avec l'ensemble des acteurs pour trouver des solutions à ces contraintes, après cela nous avions fait une tournée pour sensibiliser les éleveurs sur la Tabaski qui devait se tenir dans un contexte de Covid (revenus amoindris). Raison pour laquelle il y avait eu des moutons à des prix un peu moins élevés*», a ajouté le ministre Aly Saleh Diop. Pour cette année aussi, il a été procédé à la même opération, apprend-il : « *les opérateurs savent qu'ils vont s'adresser à un marché encore plus difficile du fait des situations actuelles (embargo du Mali entre autres). Nous avons entamé une tournée avec une lettre circulaire prise par le président de la République dans laquelle circule l'ensemble des taxes liées à l'importation de moutons dans notre pays sur une période de 105 jours (65jours avant la Tabaski depuis le 11 mai et 40 jours après la Tabaski) pour les privés comme pour les nationaux. Il y est aussi question d'assouplissement des conditions de convoyage des animaux, d'ouverture de beaucoup de points de vente sécurisés par les forces de sécurité et faciles d'accès en eau et en alimentation du bétail* ». Et le ministre sénégalais de l'Elevage et des productions animales de poursuivre : « *Je rappelle que cette année encore, nous avons un objectif à atteindre qui est de 810 mille moutons (260 mille pour Dakar). L'année dernière, on avait réussi à atteindre cet objectif (autour de 889 mille) mais la production nationale avait contribué à 70%. Juste pour dire que les éleveurs sénégalais ont compris les enjeux et ont travaillé pour permettre aux Sénégalais de disposer quotidiennement de la viande 12 mois /12 mais aussi de leur permettre d'en disposer le jour de la Tabaski. Cela veut dire que nous sommes à 2 points de l'autosuffisance en moutons*». Selon Aly Saleh Diop, «*le président de la République (* NDLR Macky Sall) *en est conscient et a doté le ministère de l'Elevage de moyens qui lui permettront dans le cours terme de résorber ce gap de 2 points, et ainsi permettre d'avoir suffisamment d'aliments pour notre cheptel. Nous avons lancé un programme de culture fourragère dans toute la zone sylvo-pastorale, le Président nous a permis de faire en sorte d'avoir une bonne santé animale, par une bonne campagne de vaccination. Autant de choses qui, additionnées, font qu'aujourd'hui, l'élevage du Sénégal se situe dans une rampe de lancement qui va nous valoir de bons résultats dans le moyen et cours terme*» ■

ICI
IVOIRECANALINFO
VOTRE SITE WEB, POUR LES NOUVELLES D'ICI ET D'ILLEURS
WWW.IVOIRECANALINFO.NET

CÔTE D'IVOIRE / TABASKI 2022

Sidi Touré rassure les populations sur l'arrivage du bétail

Mireille YAPO

Le minitre ivoirien des Ressources Animales et Halieutiques, Sidi Tiémoko Touré, a présidé, mercredi 1 er juin 2022, une réunion du Comité national de transhumance à son cabinet.

Le ministre Sidi Tiémoko a présidé une réunion avec le Comité nationale de Transhumance dans le cadre de la Tabaski 2022 (Ph. DR)

Cette rencontre, qui se tenait à quelques semaines de la fête de Tabaski, a été l'occasion de trouver des solutions à la problématique de sécurisation des marchés et à se rassurer de la disponibilité en grande quantité du bétail pour la fête de Tabaski. «*Nous nous devons donc être très minutieux dans nos travaux afin d'apporter des solutions aptes à aplanir les tensions sociales dû à ces déplacements d'animaux* », a recommandé le ministre Sidi Touré.

Le patron du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH) a aussi décliné les missions assignées à ce Comité national de Transhumance. Un comité qui a été créé suite à la volonté du gouvernement ivoirien de trouver des solutions pérennes aux conflits entre éleveurs et agriculteurs et ce, par la prise d'un décret le 8 décembre 2021. « *Les missions principales de ce comité sont de faciliter la mobilité du bétail, de gérer la pression engendrée par les flux, de contribuer à la régulation du flux d'animaux transhumant sur l'étendue du territoire national, de veiller au respect des textes réglementaires en vigueur, de gérer les conflits liés à la transhumance et au déplacement du bétail, de favoriser la cohésion sociale, de promouvoir la concertation et des échanges nationaux et inter Etats sur la transhumance et la gestion des ressources pastorales* », a expliqué M. Touré.

Le ministre a tenu à rassurer les populations quant à la disponibilité du bétail à l'approche de la fête de Tabaski, ajoutant que des dispositions ont été prises en amont pour ravitailler les marchés. Ainsi les différentes sources d'approvisionnement au niveau local ont été prospectées depuis quelques mois. « *Nous avons pris toutes les garanties avec les différents fournisseurs, je veux dire les éleveurs dans les différents pays voisins et même au-delà quant à la disponibilité ou au convoyage du bétail à un moment donné et cela devrait s'opérationnaliser dans quelques jours. Vous allez voir à deux semaines de la fête, il y aura l'arrivage du bétail sur la destination Côte d'Ivoire* », a-t-il rassuré.

Pour sa part, Docteur N'Gotta Adjoua Aïcha, Directrice de la nutrition animale et de la gestion de l'espace pastorale, par ailleurs membre du comité national de transhumance a, en marge de la cérémonie, expliqué qu'il était nécessaire de mettre en place des textes réglementaires pour réguler une pratique qui se faisait déjà depuis des lustres. Elle a ensuite présenté le tandem-agropastorale comme l'une des solutions aux conflits qui opposent souvent bouviers agriculteurs. Cette pratique qui se fait déjà ailleurs peut être appliquée en Côte d'Ivoire puisque le contexte s'y prête. « *C'est une sorte de contrat qui est fait entre l'agriculteur et l'éleveur. Il est censé permettre aux deux parties, chacun selon ses intérêts, de gagner quelque chose. L'éleveur gagne les résidus faites par les agriculteurs et ces derniers à leur tour bénéficient des excréments des animaux qui fertilisent leurs terres*», a-t-elle expliqué■

GUINÉE / TRANSPORT DU BETAIL

Les autorités et les marchands accordent leurs violons

André SELFOUR avec SCRP

Vendredi 13 mai 2022, une table ronde a réuni le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, le Directeur Général des Douanes ainsi que les représentants des marchands de bétail et des bouchers de Guinée. Initiée par le Département à travers la Direction Nationale de l'Alimentation et des Productions Animales (DNAPA), cette rencontre avait pour objectif de discuter des voies et moyens permettant une libre circulation des marchands et de leur bétail sur tout le territoire national. Pour rendre cela possible, le Directeur Général des douanes s'est dit prêt à accompagner toutes les mesures mises en œuvre par le Ministère afin de faciliter le transport du bétail qui provient surtout du pays voisin qui est la République soeur du Mali. À cet effet, le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage en plus d'une exonération de taxes dont bénéficiera les marchands de bétail jusqu'à la fin de l'opération Tabaski établira un laissez-passer en vue d'assurer une provision constante en viande sur les différents marchés du pays.

À son tour de parole, le Président des marchands de bétail de Guinée a tenu à porter à la connaissance du Ministre Mamoudou Nagnalen Barry et du Directeur Général des douanes le Colonel Moussa Camara que leur corporation n'a aucunement émis d'avis de grève.

Plus loin dans sa communication, il a rappelé que les membres de sa filière ont toujours promu le dialogue et les négociations pour trouver les solutions adéquates et favorables pour l'accès de tous les guinéens à une viande de qualité.

Pour mettre fin à cette table ronde, le Ministre a remercié les uns et les autres pour leur présence, avant de réitérer la volonté du Gouvernement à travers son Ministère en charge de l'Agriculture et de l'Elevage à déployer les moyens nécessaires pour soutenir, encourager et accompagner tous les secteurs qui jouent un rôle prépondérant dans la nutrition des guinéens ■

BURKINA FASO / RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

Innocent Kiba galvanise le personnel des services déconcentrés de son département

Carlos DOGBA avec DCPM

Le ministre burkinabé de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques, Dr Delwendé Innocent KIBA, a échangé avec les responsables et le personnel des services déconcentrés de la région du Centre-Ouest relevant de son département, vendredi 20 mai 2022 à Koudougou.

Le personnel des services déconcentrés et le ministre burkinabé de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques, Dr Delwendé Innocent KIBA (Ph. DR)

Le ministre KIBA a souligné, à l'occasion, la place centrale du personnel dans la conduite des missions du Département. Dr Innocent KIBA a successivement échangé avec les responsables régionaux et provinciaux, ainsi que le personnel des services déconcentrés du Département, en poste dans la région du Centre-Ouest. Il a salué les efforts consentis par les collaborateurs dans la conduite des activités du Département. « *Nous entendons travailler en équipe pour relever les défis* », a-t-il rassuré.

Le ministre burkinabé a également remonté le moral de son personnel face au contexte sécuritaire délicat. Dr KIBA a insisté sur la place centrale des hommes dans la réalisation des missions du ministère. Puis, les responsables des services déconcentrés et le personnel ont soumis à l'autorité ministérielle de nombreuses préoccupations relatives à la sécurisation foncière des domaines publics, à la vétusté ou à l'absence de bâtiments à usage de bureaux, à l'insuffisance de ressources budgétaires des directions déconcentrées.

Le personnel a plaidé pour la mise à disposition de moyens roulants et la dotation suffisante en carburant, la prise en charge des participants aux cadres de concertation organisés au plan déconcentré, le renforcement des capacités des Centres de promotion rurale (CPR), l'amélioration de la gestion des carrières du personnel et l'octroi d'indemnités spécifiques.

D'autres préoccupations ont porté sur la protection des espaces pastoraux, l'amélioration de la disponibilité des vaccins contre les maladies animales et la réduction de leurs coûts, la réactivité dans la fourniture des résultats des analyses de santé animale.

Le ministre Delwendé Innocent KIBA a exprimé son engagement à œuvrer à résoudre, dans la mesure du possible, les questions soulevées. Il a invité les responsables des structures déconcentrées à établir les priorités pour un traitement optimal des difficultés soulevées. Convaincu que les services déconcentrés doivent refléter l'image du Département, le ministre KIBA a réitéré sa volonté de renforcer leur autonomie.

Au sujet de la fusion des deux ex- départements de l'agriculture et des ressources animales, matérialisée par l'organigramme en cours d'adoption, Dr Delwendé Innocent KIBA a relevé l'opportunité de réussir l'intégration des deux sous-secteurs et de renforcer la cohésion entre agriculteurs et éleveurs. Il a encouragé les collaborateurs à privilégier la concertation dans leurs interventions au profit des agropasteurs.

A l'issue de ces entretiens, le ministre burkinabé de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques a constaté la disponibilité d'un stock d'engrais dans les magasins de la direction régionale en charge de l'Agriculture ■

CÔTE D'IVOIRE / RECONDUIT DANS LE GOUVERNEMENT

Sidi Touré: «Notre ambition est de réussir le pari...»

«L'autosuffisance en protéines animales et halieutiques de qualité face aux défis de l'employabilité de la jeunesse ». Tel est le thème sur lequel s'est prononcé le ministre ivoirien des Ressources animales et halieutiques, Sidi Tiémoko Touré. A l'invitation de l'Union nationale des journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI), celui qui a été reconduit au gouvernement s'est engagé à réussir son pari. Voici l'intégralité de ses propos liminaires.

Les médias jouent un rôle important dans la construction et la consolidation de la démocratie dans le monde. Ce rôle s'en trouve malheureusement très souvent, dans nos jeunes États, en proie au quotidien à divers défis. C'est pourquoi, à l'entame de mon propos, je voudrais saluer l'engagement des femmes et des hommes de médias de Côte d'Ivoire qui, en dépit des difficultés qui sont les leurs, accompagnent, souvent au prix de leurs vies, la construction de notre jeune Nation. Soyez-en remerciés !

La Côte d'Ivoire, nous le savons tous, abrite une Zone Economique Exclusive (ZEE) de 200 nautiques (environ 400 km) comprenant des exploitations offshores, des zones de pêche, une magnifique et riche façade maritime de 566 km, un plateau continental traversé par un réseau d'eaux de surface constitué par 4 grands fleuves, des lagunes, des lacs et des rivières.

Avec une population estimée à 26 millions d'habitants en 2019, la Côte d'Ivoire est, à ce jour, tributaire des importations massives de denrées animales et d'origine animale, malgré l'important potentiel dont elle dispose en termes de ressources naturelles et de compétences humaines, ce qui engendre des sorties de devises évaluées à plus de 400 milliards de FCFA par an.

Le rêve pour le secteur de l'élevage, des pêches et de l'aquaculture est d'atteindre la souveraineté alimentaire en produits animaux et halieutiques. Cette option est justifiée par l'expérience de la COVID-19 qui a conduit la plupart des pays du monde à ne compter que sur leurs capacités de production nationale, pendant que les frontières étaient fermées et les échanges commerciaux observaient des tendances baissières.

L'économie ivoirienne, vous en conviendrez avec moi, est essentiellement basée sur l'agriculture avec des performances remarquables en production végétale (cacao, café, ananas, bananes, anacarde, coton, sucre, cultures vivrières, etc.). Au niveau macroéconomique, la contribution du secteur des ressources animales et halieutiques aux PIB national et agricole, demeure faible, environ 4,5% pour le PIB agricole et 2% pour le PIB total (INS, 2016). Le volume des investissements publics consacrés au secteur des ressources animales et halieutiques n'a pas excédé 16 milliards de francs CFA sur les trois dernières années, soit moins de 0.3 % du budget annuel national, alors que les États africains se sont engagés à renforcer le financement des investissements Publiques agricoles à hauteur de 10% à travers la déclaration de Malabo de juin 2014.

Mesdames et messieurs, vaillants hommes et femmes du monde des médias

Le rôle du secteur des ressources animales et halieutiques dans la lutte contre la pauvreté et la faim n'est plus à démontrer. Le potentiel productif du capital animal et halieutique intervient directement dans le processus de transformation socio-économique et entre dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations. Je suis heureux du thème de ce petit-déjeuner de presse.

«L'autosuffisance en protéines animales et halieutiques de qualité face aux défis de l'employabilité de la jeunesse»

En effet, la production animale, la pêche et l'aquaculture, en tant qu'activités génératrices de revenus, s'inscrivent dans la même dynamique, de sortir ou d'éviter que des hommes et des femmes s'enlisent dans le cycle vicieux de la paupérisation par la création d'emplois décents et durables. Cela se traduira par l'allègement de la pénibilité du travail, la réduction du coût des facteurs de production pour une meilleure rentabilité, toute chose à même d'attirer les jeunes dans les différentes chaines de valeur du secteur.

La vision de développement pour le secteur des ressources animales et halieutiques que nous soutenons est une prospérité portée par des systèmes de production attractifs, tournés vers le marché, respectueux de l'environnement et de la biodiversité. Cette vision est basée sur des systèmes de production modernes, fortement centrée sur la promotion de Petites et moyennes exploitations (PME) de production animale, de pêche et d'aquaculture.

Cette nouvelle approche du développement du secteur des ressources animales et halieutiques requiert une implication plus importante du secteur privé dans un environnement des affaires assaini et propice à l'investissement.

Des résultats encourageants ont été obtenus après la mise en œuvre des politiques antérieures, visant l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des filières animales et halieutiques. (Je fais référence au Plan stratégique de développement de l'élevage, de la Pêche et de l'Aquaculture PSDEPA 2014-2020). Ce document politique visait à faire du secteur des ressources animales et halieutiques une source de croissance durable et de création d'emplois, afin de contribuer à la réduction de l'extrême pauvreté en Côte d'Ivoire. Le bilan-diagnostic de la mise en œuvre a montré des performances mais des faiblesses par endroit. D'autres actions restent à mener pour garantir des revenus convenables aux acteurs et réduire de façon significative le taux de dépendance du pays en protéines animales et halieutiques.

C'est pourquoi notre département ministériel a entrepris avec le concours de tous les acteurs concernés, d'élaborer de nouvelles stratégies faisant référence à une politique hardie de respect de la biodiversité, dénommée la Politique Nationale de Développement de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture (PONADEPA 2022-2026). Cette politique est l'expression de la volonté du gouvernement de faire de ce secteur une source de croissance économique à l'horizon 2026. Elle s'articule autour de cinq (05) grandes stratégies :

- la Stratégie nationale de Promotion et de Coordination des initiatives en matière de ressources animales et halieutiques (SNPC) ;
- la Stratégie Nationale de développement des Productions Animales (SNPA);
- la Stratégie Nationale de Gestion durable des Pêches (SNGP) ;
- la Stratégie Nationale de Développement de l'Aquaculture (SNDA) ;
- la Stratégie Nationale de Renforcement de la Santé Publique Vétérinaire (SNRSPV).

Ainsi notre ambition est de réussir le pari : « *d'un secteur des ressources animales et halieutiques, source de création de richesses, d'emplois décents, pour une alimentation saine, nutritive et suffisante, respectueuse de l'environnement et de la biodiversité* ». Tout cela permettra d'atteindre une nette amélioration de la production nationale dans les différentes filières du secteur.

Cette production représentera plus de 65 % des besoins de consommation des populations en produits animaux et halieutiques en 2026 contre 26,7% en 2019. Ce qui réduira substantiellement les importations en produits animaux et halieutiques et la sortie de devise de plus de 400 milliards de FCFA. - la création de plus de 700 000 emplois directs et 1 500 000 emplois indirects.

Mesdames et messieurs,

La mise en œuvre de cette nouvelle Politique nationale s'attachera à réaliser les investissements importants attendus pour un progrès significatif, à savoir : la réhabilitation des infrastructures ; la structuration des filières animales et halieutiques ; la veille sanitaire et la protection du cheptel contre les épizooties et les zoonoses ; et le renforcement de la gouvernance pour attirer et sécuriser les investissements privés. Pour les cinq (5) années à venir, la PONADEPA (2022-2026) mettra un accent particulier sur la bonne gouvernance, notamment, la modernisation et le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire. Toute chose qui permettra de lever toutes les entraves qui handicapent le développement durable en impliquant davantage le secteur privé. Il s'agira d'exploiter, dans le cadre de Partenariats Public-Privé (PPP), tout le potentiel en termes de création de richesses et d'emplois. Les opportunités devront être accessibles à toutes les couches sociales.

Je vous remercie pour votre attention

Sidi Tiémoko Touré
Ministre des ressources Animales et Halieutiques

[redacted]

SIÈGE SOCIAL
Abidjan Cocody Angré,

SOCIÉTÉ EDITRICE
MOAHE COMMUNICATION
Tel.: 27 22 23 87 66
07 77 27 64 76
Email: moahecommunication@gmail.com

DIRECTEUR GÉNÉRAL
Charles Lambert TRA BI
(+ 225) 07 07 87 98 43

DIRECTEUR DE PUBLICATION & RED-CHEF
BOSSIEHI Sylvain Jules
(+ 225) 07 09 50 02 77 - 01 40 73 79 42

INFOGRAPHE: Consty HENNEKA
(+ 225) 07 78 00 80 28
hennekac@gmail.com

RÉCÉPISSÉ DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE
No 21/D du 28 octobre 2019

TIRAGE: 5000 exemplaires
IMPRESSION: ACTION+ABIDJAN

PRODUCTIONS ANIMALES ET HALIEUTIQUES

La Côte d'Ivoire renforce sa coopération avec le Brésil

Par André SELFOUR

Avec l'appui du chef de l'Etat Alassane Ouattara, le ministre ivoirien des Ressources Animales et Halieutiques était, du 27 avril au 02 mai 2022, au Brésil, où il a pris part à un Salon sur l'agriculture et les ressources animales. Une importante visite de travail qui a permis à Sidi Touré de construire de solides partenariats pour son département ministériel.

Le président de la République, Alassane Ouattara, apporte son soutien au…

C'est le 27 avril 2022, une semaine après la mise en place du nouveau gouvernement de Côte d'Ivoire dans lequel il a été reconduit, que le ministre des Ressources Animales et Halieutiques, Sidi Tiémoko Touré, s'était envolé pour le Brésil, première visite à l'extérieur post-gouvernement Achi 2.

Une visite de travail qui avait pour objectif principal de nouer des partenariats avec des structures spécialisées dans la fabrication de machines et équipements agropastoraux ; le but étant, pour le ministre ivoirien, de moderniser le système de production animale dans son pays.

En tout cas, au Brésil où il s'était rendu du 27 avril au 2 mai 2022, le patron du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH) y a eu des rencontres fructueuses, pour avoir échangé avec des officiels brésiliens à qui il a exposé les objectifs nouveaux de la politique de production animale et de ressources halieutiques en Côte d'Ivoire. Sidi Touré, qui a expliqué aux privés et autres décideurs brésiliens la nouvelle politique ivoirienne en matière de ressources animales et halieutiques, entend s'inspirer du modèle de ce géant de l'Amérique du sud pour la mise en œuvre de la Politique nationale de développement de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture (PONADEPA) 2022-2026.

Le ministre ivoirien et la délégation qui l'accompagnait au Brésil ont eu un agenda assez chargé au pays du Président Jair Bolsonaro. Avec l'Ambassadeur de Côte d'Ivoire au Brésil, Sidi Touré a été reçu par des officiels de l'Etat de Sao Paulo, dont notamment Francisco Matturo, Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et à l'Approvisionnement de l'Etat de Sao Paulo. Les échanges entre les deux personnalités ont porté sur le modèle brésilien au niveau de la chaine de production de bovins et de la recherche en pisciculture. « *Je veux m'inspirer de leurs modèles de réussite en élevage et production animale, pour la Côte d'Ivoire, afin de répondre aux attentes du Président de la République SEM Alassane Ouattara, rendre performant et productif ce secteur, car la Côte d'Ivoire doit être autosuffisante pour la sécurité alimentaire de nos populations* », a indiqué le ministre Sidi Touré, après son entretien avec le Secrétaire d'Etat Francisco Matturo. Le ministre ivoirien a également échangé avec le Député fédéral Arnaldo Jardim, membre de la Commission de l'énergie à l'Assemblée nationale du Brésil, ainsi que le Député de l'Etat de Sao Paulo, Henrique Guimaraès. Tous ces officiels de l'Etat de Sao Paulo se sont dits prêts à accompagner la Côte d'Ivoire dans sa volonté d'accroitre ses ressources animales et halieutiques.

D'IMPORTANTS PARTENARIATS PRIVÉS

Outre ces officiels, le patron du MIRAH a aussi parlé avec d'importantes structures privées qui interviennent dans le secteur agropastoral, notamment avec le Président de ABIMAC Team, la faîtière de tous les fabricants de matériels et équipements agropastoraux au Brésil. Le voyage de Sao Paulo a notamment permis au ministre ivoirien et à sa délégation de prendre part au ''Agrishow'', une exposition en rapport avec le monde agricole et celui de la production animale. L'occasion pour le ministre Sidi Touré et sa suite de visiter des stands de l'entreprise KUHN, fabricant de la gamme complète de matériel de coupe, de presse et d'emballage du fourrage. Il a été présenté à la délégation du MIRAH l'entreprise TATU, 67 ans d'existence, qui confectionne des matériels d'élevage et qui a exposé des produits adaptés aux tailles des fermes. Notons que l'entreprise TATU, à la recherche de partenariat, ambitionne s'installer en Côte d'Ivoire. Le ministre ivoirien s'est vu présenté également les prouesses de LS TRACTOR Comac, une société qui fabrique des tracteurs adaptés à la production d'alimentation du bétail. En outre, la délégation ivoirienne a visité le stand de la société AGRIMEC, spécialisée dans la fabrication de machines agricoles rustiques et adaptées à l'Afrique. Cette entreprise entend mettre en place une politique de service après-vente efficace en plus de la formation des utilisateurs des machines. Précisons que le ministre Sidi Touré était à son deuxième voyage au Brésil, le premier dans ce cadre ayant eu lieu en 2021. C'est un pays modèle en matière de ressources animales et halieutiques, au regard de son cheptel et des alevins qu'il fournit à la Côte d'Ivoire.

Après cette visite de travail fructueuse au Brésil, le ministre ivoirien des Ressources Animales et halieutiques (MIRAH) a eu, le16 mai 2022, une séance de travail à son cabinet sis à Abidjan-Plateau avec une forte délégation brésilienne conduite par l'ambassadeur du Brésil en Côte d'Ivoire, SEM José de Souza Leitao. Cela faisait suite aux visites du ministre ivoirien dans cet important pays de l'Amérique du Sud. Lors de la séance de travail d'Abidjan avec la délégation brésilienne, Sidi Touré et ses hôtes ont réaffirmé leur volonté de renforcer la coopération entre la Côte d'Ivoire et le Brésil, plus particulièrement dans les domaines de la production animale et halieutique. Une coopération qui irait de l'élevage à la vente de matériel de production animale en passant par la génétique et l'alimentation. Sidi Touré a aussi à cœur la construction d'une école de vétérinaires en Côte d'Ivoire. La délégation brésilienne, heureuse d'être à Abidjan, a dit toute sa volonté de poursuivre sa coopération avec la Côte d'Ivoire dans le domaine halieutique, avec le projet de développement du Tilapia.

…ministre des Ressources Animales et Halieutiques, Sidi Touré, pour le renforcement de la coopération avec le Brésil et la Côte d'Ivoire (Ph. DR)

CE QUE VISE SIDI TOURÉ

Face à la presse le 19 mai 2022 à l'invitation de l'Union nationale des journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI), Sidi Touré s'est longuement prononcé sur ses motivations à vouloir s'inspirer du modèle brésilien en matière de production animale et halieutique. «*J'ai été au Brésil toujours dans la recherche d'expériences pour m'imprégner des bonnes pratiques. Le Brésil et la Côte d'Ivoire se trouvent sur la même ligne, nous avons la même température, le même climat*», a fait observer Sidi Touré. Le ministre a estimé qu'il est important de voir ce qui a favorisé toutes les performances que le Brésil a réalisées pour être aujourd'hui l'un des premiers pays qui excellent en productions de protéines animales. D'ailleurs, à titre d'exemple, a informé Sidi Touré, «*notre poisson, notre fameux Tilapia que nous avons ici en Côte d'Ivoire, il a été pris par les Brésiliens en Côte d'Ivoire, il est parti au Brésil et il a été amélioré par les Brésiliens*.» Pour avoir été au Brésil, le patron du MIRAH a noté que ce pays a le même climat et sensiblement les mêmes conditions de vie en Côte d'Ivoire. « *Nous avons pensé que nous pouvons tirer quelque chose de l'expérience brésilienne* », a-t-il estimé, avant de faire savoir qu'il a eu l'occasion de rencontrer le Président Jair Bolsonaro et des membres du gouvernement brésilien. «*C'est la conséquence de nos différentes visites au Brésil qui a abouti à la venue en Côte d'Ivoire d'une mission de coopération brésilienne. C'était une mission multisectorielle qui était venue valider les options attendues par la Côte d'Ivoire, en matière de sensibilisation des secteurs privés mais aussi de l'accompagnement institutionnel bilatéral que nous pouvons obtenir du Brésil. Il faut très vite nous auto-suffire dans le secteur de la production halieutique mais aussi animale*», a précisé Sidi Touré.

Après le Salon International de l'Agriculture (SIA) à Paris, du 26 février au 6 mars 2022 lors duquel le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH) s'est illustré de fort belle manière, le ministre Sidi Tiémoko Touré et son équipe ont construit de solides partenariats au Brésil. En tout cas, la délégation brésilienne, qui était à Abidjan, a dit toute sa volonté de poursuivre sa coopération avec la Côte d'Ivoire, surtout dans le domaine halieutique avec le projet de développement du Tilapia. Le pays du Président Jair Bolsonaro reste disposé à apporter son expertise à la Côte d'Ivoire du président Alassane Ouattara à travers le partage d'expérience et l'installation d'entreprises brésiliennes qui contribueront au renforcement des relations bilatérales entre les deux pays ■

Le Brésil, un géant dans l'élevage de poulets

On devrait avoir encore plus de poulet brésilien et plus cher sur le marché mondial cette année 2022. Troisième producteur mondial de poulet et viande de poulet derrière les Etats-Unis et la Chine et premier exportateur mondial de viande de poulet, le Brésil devrait encore enregistrer une hausse de 2% en 2022 pour atteindre une production record de 14,85 millions de tonnes (Mt), estime le rapport du Département américain de l'Agriculture (USDA) publié récemment. Une production brésilienne révisée à la hausse par l'USDA en raison de la demande mondiale plus forte que prévue alors que la production mondiale se contracte en raison de l'épidémie de grippe aviaire qui déferle sur nombre de pays.

La production brésilienne sera d'autant plus importante que les prix, qui ont déjà atteint des niveaux record en 2021 (environ $ 1,23 le kilo réfrigéré et $ 1,22 le kilo congelé), devraient continuer sur cette tendance durant le reste de l'année, prévoit-on.

En effet, dans l'Etat de Paraná, les coûts de production se sont renchéris de 16 à 20% au premier trimestre par rapport à début 2021. En 2021, les producteurs avaient enregistré une hausse de 59% de leurs coûts.

Sur 2022, l'USDA estime que 31% de la production brésilienne de poulets seront exportés, en hausse de 9% sur 2021 qui avait déjà été record, pour totaliser 4,6 Mt. De janvier à mars 2022, les exportations de poulet (dont les pattes) ont totalisé 1,06 Mt pour une valeur de $ 1,9 milliard. Ses cinq premiers marchés en 2021 ont été la Chine, le Japon, les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite et l'Afrique du Sud. Dans un autre rapport de l'USDA d'avril 2022, le Ghana figurait au dixième rang mondial des pays importateurs de viande de volaille, passant de 222 000 t importées en 2018 à 380 000 t anticipées sur 2022.

A noter que la filière au Brésil développe considérablement son segment halal pour exporter vers l'Indonésie, le Pakistan et d'autres pays, dont de la mortadelle halal pour les marchés africains.

André S. avec autre Presse

ACTIVITÉS MARITIMES

Danger sur les eaux du Golfe de Guinée

Des experts font de graves révélations

Mireille YAPO

La sécurité maritime dans la zone ouest-africaine constitue un défi majeur à relever puisque 90% des échanges extérieures des Etats de la CEDEAO se déroulent par voie maritime. Cependant, cet espace est confronté à l'insécurité qui, malgré une baisse apparente, est une véritable menace pour l'économie de cette communauté.

La sécurité maritime dans la zone ouest-africaine constitue un défi majeur à relever. (Ph. DR)

Selon le chef de la division régional de la CEDEAO, Dieng Abdourahamane qui s'exprimait à l'occasion de la cérémonie de clôture d'un séminaire sous-régional sur le « *régime pénal des infractions en mer* », l'espace maritime revêt une importance stratégique pour le développement économique et social des Etats de la communauté ouest-africaine. « *La répression des infractions commises en mer : vols à main armée, piraterie maritime, immigration illégale, narcotrafic et pêche inn* », tel est le thème de ce séminaire organisé, le 20 mai 2022, par l'Institut de Sécurité Maritime Interrégional (ISMI) de l'Académie Régionale des Sciences et Techniques de la Mer (ARSTM).

Il s'est agi, à l'occasion de ce séminaire, de renforcer les capacités des participants en matière de droit pénal dans le cadre de la lutte contre le vol à main armée, la piraterie maritime, le narcotrafic et la Pêche INN initiée par la CEDEAO, dans le cadre de sa Stratégie Maritime Intégrée, et financé par l'Union Européenne (UE). Enumérant le fort potentiel de cet écosystème et ses avantages énormes, M. Dieng a déploré des fléaux qui mettent à mal l'exploitation véritable de la mer.

Le domaine maritime de la CEDEAO s'étend du nord du Sénégal, à la frontière de la Mauritanie, à la région du Delta du Niger jusqu'à la frontière maritime du Nigéria. Il comprend l'océan atlantique avec des extensions des voies navigables intérieures riches de leur diversité : fleuves, lagunes, lacs, îles, archipels, estuaires, deltas, marais et forêts de mangrove. Onze des quinze Etats de la CEDEAO ont un littoral de 2868 milles nautiques. Cette Zone, qui possède un écosystème de biodiversité diversifié, est une source essentielle d'activités socio-économique telles que le transport, la pêche l'aquaculture, l'exploitation minière, l'exploitation des hydrocarbures, l'art, le sport, les activités culturelles et le tourisme. « *Malheureusement, cet espace maritime est devenu depuis plus d'une décennie la proie de grands prédateurs sans foi ni loi, qui écument nos océans à la recherche du gain facile. Cela contribue de plus en plus à mettre en péril les efforts des Etats de la zone pour la maîtrise de leurs espaces maritimes en vue d'une exploitation durable tournée vers le développement de nos sociétés* », a déploré Dieng Abdourahamane.

L'Union Européenne n'est pas en reste dans la lutte contre l'insécurité maritime. En effet, elle soutient les actions allant dans ce sens puisqu'elle a initié le projet régional SWAIMS qui est un Appui à la stratégie maritime intégrée de l'Afrique de l'ouest et a aussi financé ledit séminaire à hauteur d'un milliard de FCFA. Le représentant de la délégation de l'UE, André Maillard, a aussi dressé un tableau peu reluisant de cette zone maritime, théâtre d'enlèvements et de vols, lors de cette cérémonie marquant la fin de ces 5 jours de formations. « *La dépendance quasi-totale de l'économie au transport maritime pose de vraies difficultés pour les compagnies qui constatent une dégradation de la sûreté des navires et des équipages dans le Golfe de Guinée au large de la côte ouest de l'Afrique* », a-t-il indiqué. Même si, selon le bureau maritime international, la piraterie maritime et les attaques à main armée ont atteint le niveau le plus bas enregistré depuis 1994, les eaux du Golfe de Guinée sont très dangereuses, à en croire M. Maillard. « *La présence accrue de navires de la marine internationale et la coopération avec les autorités régionales, ont eu un impact positif. Cependant alors que les enlèvements en mer ont chuté de 55% en 2021, le Golfe de Guinée continue de comptabiliser tous les enlèvements dans le monde avec 57 membres d'équipage capturés dans 7 incidents distincts. Le Kidnapping et les attaques fréquentes et récurrentes illustrent la nécessité d'agir ensemble pour renforcer les capacités nationales d'intervention afin de diminuer les attaques et trafic en tout genre* », a-t-il ajouté. Le colonel Abé Aké Lazare, Directeur de l'ISMI, s'est réjoui de la tenue d'une activité de cette envergure et a remercié les principaux acteurs qui y ont contribué à savoir la CEDEAO et l'Union Européenne. Pour lui, cette formation est opportune puisqu'elle permettra aux participants d'acquérir des connaissances qui leur permettrons de contribuer à la mise en place d'un l'arsenal juridique solide pour mettre fin à ses infractions qui surviennent en mer ■

LUTTE CONTRE LA PECHE INN

La Côte d'Ivoire prend des mesures énergiques

Le 05 juin 2022 était la date de la commémoration de la journée internationale de lutte contre la pêche INN. A l'occasion, le ministre des Ressources Animales et Halieutiques, Sidi Touré, a fait une déclaration au nom du gouvernement ivoirien que voici.

Mes chers compatriotes,

Depuis 2018, la communauté internationale célèbre, le 05 juin de chaque année, la journée internationale de lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. La Côte d'Ivoire, à l'instar des autres Etats côtiers du monde entier, n'est pas en reste d'autant plus que sa politique sectorielle relative à la pêche prône des pratiques responsables et une gestion durable des ressources halieutiques. Notre pays dispose d'un cadre physique remarquable pour la promotion et le développement de la pêche.

Cependant, la nécessité d'assurer une gestion efficiente des stocks halieutiques et de faciliter la rentabilité pérenne des activités de pêche, impose des dispositions réglementaires particulières et rigoureuses au profit d'une exploitation rationnelle des ressources halieutiques.

Ainsi, toutes les pratiques contraires au principe de gestion durable des ressources halieutiques sont résumées dans le vocable de la pêche INN.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la pêche illégale, non déclarée et non réglementée serait responsable de la prise annuelle de 11 à 26 millions de tonnes de poisson, privant ainsi l'économie mondiale de 10 à 23 milliards de dollars. Et pourtant près de 10% de la population mondiale dépend directement de la pêche pour ses moyens d'existence et, pour de nombreux pays en développement, le poisson est la denrée alimentaire la plus commercialisée. Le secteur de la pêche fournit également des emplois pour les jeunes et les femmes, mais la pêche illégale menace gravement la durabilité de cet important secteur socio-économique.

La célébration de la journée internationale de lutte contre la pêche INN est une occasion importante pour tirer la sonnette d'alarme sur le grand danger que court la planète entière sur la thématique de la sécurité alimentaire notamment en protéine animale. Cette préoccupation est encore cruciale pour la Côte d'Ivoire dans la mesure où 80% des produits halieutiques consommés sur le territoire national sont importés. Il est bon de rappeler que le poisson est la première source de protéine dans les habitudes alimentaires des populations vivant en Côte d'Ivoire avec une consommation per capita de 24 kg en 2020.

Afin de garantir une pêche responsable, propice à une amélioration qualitative et quantitative des productions issues de la pêche, notre pays, par le biais de mon département ministériel ne lésine sur aucun moyen pour favoriser un cadre global de gestion harmonieuse et bénéfique de ses potentialités halieutiques.

Le Gouvernement, avec le concours de partenaires techniques et financiers tels l'Union européenne et la FAO, a pris des mesures énergiques et cohérentes pour lutter contre la pêche INN. Il s'agit entre autre de :

-**L'Élaboration d'un plan national de lutte contre la pêche INN** ;

-**La Ratification de l'Accord sur les Mesures du Ressort de l'Etat du Port**

-**Et enfin de la mise en Place d'un Centre de Surveillance des Pêches (CSP) doté de technologies satellitaires de suivi des navires de pêches**

Par ailleurs, l'administration des pêches collabore étroitement avec d'autres structures étatiques telles les autorités portuaires, l'administration maritime et la Marine nationale et l'ensemble des entités impliquées dans l'Action de l'Etat en Mer. Cette synergie d'actions est assurément le meilleur moyen pour contrecarrer la progression inquiétante de la pêche INN.

Comme tous les pays ayant une façade maritime, la Côte d'Ivoire est victime de cette pratique hideuse et renforce continuellement ses moyens de lutte. C'est pourquoi la coopération sous régionale est un creuset à explorer davantage pour parvenir à bout de ce fléau qu'est la pêche INN, grâce à la mutualisation des moyens opérationnels et à l'échange de renseignements stratégiques.

La lutte contre la pêche INN est une opération qui nécessite la participation de tous. De ce fait, les organisations de la société civile ont un important rôle à jouer dans la sensibilisation et la formation des citoyens et acteurs de la pêche, pour l'adoption des bonnes pratiques en matière d'utilisation durable des ressources halieutiques. Il y va de notre équilibre économique et social, au risque de nous exposer à une insécurité alimentaire et la perte d'emplois décents dans le domaine de la pêche.

Chers compatriotes, Ensemble, disons non à la pêche INN et unissons nos intelligences à notre détermination commune, pour la voir réduite à néant.

Sidi Tiémoko TOURE

■

ÉTHIOPIE

Une sécheresse ravage des vies d'éleveurs et de bétail

MYNA avec autre Presse

Quasiment pas une goutte de pluie depuis 18 mois. A Hargududo, village de la région somali en Ethiopie, les habitants montrent les cadavres desséchés de chèvres, vaches ou ânes, éparpillés non loin des modestes huttes aux toits de chaume. Au mois d'avril 2022, théoriquement l'un des plus arrosés de l'année en Ethiopie, l'air était brûlant et sec et la terre poussiéreuse et stérile. Ce qui a causé d'énormes dégâts en bovins et en vies humaines. Reportage.

La pire sécheresse en cette année 2022 en Éthiopie ravage des vies de nomades et leur bétail (Ph. DR)

Une grande partie des bêtes des quelques 200 familles semi-nomades du village de Hargududo ont péri: « *Ceux qui avaient disons 300 chèvres avant la sécheresse n'en ont plus que 50 à 60, chez certains (...) aucune n'a survécu* », explique l'un des villageois, Hussein Habil, 52 ans. Depuis fin 2020, ici, comme dans d'autres régions du sud du pays, en Somalie ou au Kenya voisins, il n'a pratiquement pas plu. En Ethiopie, cette catastrophe humanitaire s'ajoute à celle engendrée dans le nord par le conflit dans la région du Tigré. Le bureau des Affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) estime qu'en Ethiopie, entre 5,5 et 6,5 millions de personnes (soit entre 5 et 6% de la population) sont en grave insécurité alimentaire en raison de la sécheresse.

Selon l'Ocha, la sécheresse actuelle a tué près de 1,5 million de têtes de bétail dans ce pays, dont près des deux tiers en région Somali, « *et l'état physique des animaux survivants s'est gravement détérioré, diminuant leur valeur sur le marché*.» Aux populations nomades ou semi-nomades de cette région aride et hostile, le bétail procure nourriture et revenus, mais il constitue aussi toutes leurs économies.

« *Nous étions de purs nomades avant cette sécheresse: on dépendait des animaux pour la viande, le lait et on les vendait* », se souvient Tarik Mohamed, 50 ans, éleveuse d'Hargududo, situé à une cinquantaine de km de Gode, la grande ville de la zone administrative de Shabelle. « *Mais de nos jours, la plupart d'entre nous* » se sédentarisent, « *il n'y a plus d'avenir dans le pastoralisme, parce qu'il n'y a plus de troupeaux* », poursuit-elle amèrement, *« notre vie nomade est terminée.»*

En asséchant les puits et en raréfiant les pâturages, ce que ces éleveurs de la région Somali décrivent comme la « *pire sécheresse jamais vécue* », anéantit le bétail, pivot de leur mode de vie désormais menacé. Et c'est tout une société qui se délite: des villages qu'il faut quitter pour la ville, des familles qui éclatent, des enfants qui sont négligés parce qu'il faut sauver ce qu'il reste des bêtes, indispensables à la survie.

DROMADAIRES SANS BOSSE

L'alternance de saisons sèches et de saisons des pluies – la petite en mars-avril, la grande entre juin et août – a toujours rythmé la vie de ces éleveurs. « *Avant cette sécheresse catastrophique, nous survivions en cas de sécheresse grâce aux restes de pâturages laissés par les pluies précédentes* » , raconte Tarik Muhamad. Mais aucune des trois dernières saisons des pluies n'a été au rendez-vous. Et la quatrième, qui était attendue depuis mars 2022, a fait elle aussi faux bond.

Dans la région, « *les sécheresses sont un phénomène cyclique (...) mais elles sont désormais de plus en plus fréquentes* » , constate Ali Nur Mohamed, 38 ans, un responsable de l'ONG Save the Children.

En Afrique de l'Est, « *depuis 2005, la fréquence des sécheresses a doublé, passant de tous les six à tous les trois ans* » et « *il y a eu plusieurs épisodes de sécheresse prolongée surtout dans les zones arides et semi-arides de la région depuis 30 ans* » , écrit le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) de l'ONU dans son dernier rapport.

Dès 2012, une étude de l'agence américaine d'aide au développement (Usaid) constatait que les régions méridionales de l'Ethiopie recevaient de 15 à 20% de pluies en moins que dans les années 1970. Et que se rétrécissaient les zones recevant les 500 mm annuels de précipitations nécessaires à une agriculture et un élevage viables.

« *Désormais, à peine les éleveurs tentent-ils de se remettre d'une sécheresse qu'ils sont touchés par une nouvelle* », poursuit Ali Nur Mohamed, qui ajoute que les sécheresses « *sont si rapprochées que ces éleveurs ne peuvent se relever.*»

Un sujet qui devrait être au menu de la Convention de l'ONU sur la lutte contre la désertification (UNCCD) qui se réunit à Abidjan du 9 au 20 mai.

Tous les éleveurs rencontrés dans la région disent avoir perdu entre 80% et 100% de leur cheptel. Les quelques troupeaux, vaches ou chèvres, croisés çà et là, sont très amaigris. De nombreux dromadaires ont perdu leur bosse, stock de nourriture.

CINQ JOURS DE MARCHE

Pour se nourrir, de nombreux éleveurs ont rejoint les camps qu'ont fait pousser près des localités les personnes déplacées par la sécheresse. Comme à Adlale, non loin de Gode, où dans la lumière matinale, émergent de la poussière ocre soulevée par le vent, les voiles colorées de dizaines de femmes venues chercher l'aide alimentaire d'urgence distribuée par le Programme alimentaire mondial (PAM). « *Tous nos animaux sont morts à cause de la sécheresse » et « nous avons marché cinq jours pour venir* » ici, raconte Habiba Hassan Khadid, 47 ans, mère de dix enfants, qui élevait vaches et chameaux.

Mère de sept enfants, Ahado Jees Hussein, 45 ans, a rejoint Adlale en portant son fils de 15 ans, handicapé, sur son dos. « *J'avais 100 chèvres, elles sont toutes mortes (...) Je suis venue sans rien. J'avais trois ânes de bât, mais ils sont tous morts »,* dit cette veuve qui dit n'avoir *« jamais vécu une telle sécheresse* ». Avec 2.700 autres familles, les deux femmes vivent au camp de Farburo 2, installé depuis trois mois. Des petites huttes de branches supportent un patchwork de tissus qui procurent une ombre salvatrice dans une température avoisinant les 40°C. « *Les conditions de vie sont alarmantes, la plupart des familles vivent de ce qu'elles reçoivent de proches* » ou d'habitants de la localité, explique Ali Mohamed Ali, coordinateur du camp.

Lui aussi est pessimiste: « *L'élevage nomade ne peut continuer d'exister avec la récurrence des sécheresses* ».

« LES PUITS SONT VIDES »

Avant la sécheresse, Halima Harbi, mère à 40 ans de neuf enfants, faisait partie des familles vivant bien, celles qui avaient assez pour vivre correctement, dans une région où le luxe est inconnu. « *Désormais nous n'avons plus rien* », raconte-t-elle, « *j'ai utilisé mon dernier âne pour transporter ma famille ici, mais il (...) est mort en chemin. Nous n'avons rien emmené – ni de quoi dormir ni ustensiles de cuisine…* », précise-t-elle.

Dans sa minuscule hutte, Abdi Kabe Adan, solide et fier berger de 50 ans, pleure sans retenue: « *Aucun de nos animaux n'a été épargné* ».

« *Avant, de la pluie tombait ailleurs dans la région, alors nous bougions avec nos animaux vers les pâturages arrosés, même si ça prenait plusieurs jours. Mais cette fois-ci la sécheresse est partout* » et « *les puits sont vides* ».

« *Je ne pense pas possible que notre mode de vie continue. J'ai vu des chèvres manger leurs excréments, des dromadaires manger d'autres dromadaires. Je n'avais jamais vu ça de ma vie* », sanglote-t-il. Il y a peu d'hommes dans le camp. Certains sont restés avec les dernières têtes de bétail, à la recherche d'un pâturage miraculeux. Beaucoup sont partis en quête d'un labeur en ville. D'autres ont fui, incapables d'affronter la honte ou les questions des épouses inquiètes de l'avenir. Car la sécheresse a aussi abîmé l'organisation sociale de ces communautés. « *Avant les hommes avaient pour tâche de traire les vaches* », de conduire les troupeaux aux pâturages, « *d'acheter nourriture et biens pour la famille: ces rôles ont disparu avec notre bétail* », explique Halima Harbi. Les familles explosent et la solidarité a cédé la place aux rivalités. « *Quand les camions de distribution d'eau arrivent, les vieux et les plus vulnérables ne reçoivent rien car la concurrence est rude* », déplore-t-elle.

MALNUTRITION

Les enfants paient le prix fort: submergés par les problèmes, les parents « *n'ont même plus le temps de s'occuper, de veiller sur leur progéniture* », explique Ali Nur Mohamed de Save The Children. « *Normalement, une mère prend soin de ses enfants. On comprend la gravité, l'amplitude des problèmes, qui sont tels qu'ils lui font oublier d'emmener son enfant à l'hôpital (...) ou l'en empêchent, parce qu'elle est accaparée par ses autres enfants ou occupée à sauver son cheptel* », détaille-t-il.

L'ONG effectue notamment des tournées dans les communautés, y repère les enfants en danger et les transporte vers les structures sanitaires, comme l'hôpital de Gode. Là, dans l'atmosphère étouffante de la salle de l'unité de nutrition, sur des lits de fer, des mères ventilent avec leur voile – qui chasse aussi les mouches – une dizaine d'enfants très amaigris.

Dans la région, habituellement, « *nos enfants sont à la limite de la sous-alimentation, donc à la moindre maladie, ils tombent dans la malnutrition* », constate le directeur de l'hôpital, le Dr Mahamed Shafi Nur. L'essentiel des enfants est traité en ambulatoire, grâce à des pâtes nutritives à base d'arachide, prêtes à manger. Ceux qui souffrent de complications – environ 15% – sont hospitalisés.

« *Les familles sont désorganisées* », parfois « *le père est parti loin à la recherche de nourriture* » pour le bétail, « *la mère se retrouve seule avec de nombreux enfants. Du coup (les enfants) arrivent tard* » à l'hôpital « *et avec des complications* », explique le Dr Mahamad Abdi Omar, pédiatre de l'établissement.

CHOIX TERRIBLES

Samiya, le bébé de Rokiya Adan Mahad, 39 ans, avait la diarrhée et vomissait depuis une semaine quand elle l'a enfin amenée. Le fils de Falis Hassen souffre du foie et d'aphtes depuis deux mois, qui l'empêchent de téter. *« Nous sommes pris par la recherche de pâturages et d'eau pour le bétail* », explique cette femme de 38 ans, venue sans prévenir son mari: « *Il ne m'aurait pas laissée, il y a tant à faire* » . Le fils d'Abdullahi Gorane, les cheveux décolorés par la malnutrition, souffrait de diarrhée et vomissait depuis des semaines.

« *Je m'occupais du bétail, je n'avais pas le temps pour mon enfant* », dit cet homme de 30 ans – seul père présent – qui s'est décidé quand la sécheresse a eu raison de son troupeau: il a perdu deux de ses cinq dromadaires, 80% de ses chèvres et 100% de ses vaches. L'absence de contraception et d'espacement des naissances, d'allaitement exclusif, ainsi que des conditions d'hygiène médiocres expliquent la sous-alimentation chronique des enfants, dit Ahmed Nur, agent de santé au centre de soins de Kelafo à une centaine de km de Gode.

Mais la situation a été largement « *aggravée* » par la sécheresse et « *tous les mois, le nombre d'enfants mal-nourris augmente* ». Comme Ayan Ibrahim Haroun, les parents sont ainsi parfois confrontés à des choix terribles: soigner son enfant, c'est prendre le risque de perdre son bétail. Toux, œdèmes sur le corps (un possible symptôme de malnutrition sévère): Sabirin Abdi, sa fille de deux ans, était malade depuis un mois déjà quand cette cultivatrice, qui améliore l'ordinaire avec quelques animaux, s'est résolue à l'amener à Kelafo. « *Nous n'avons pas eu de récolte cette année* », explique-t-elle, « *j'avais dix chèvres, quatre sont mortes au cours des 11 jours que j'ai passés à l'hôpital* » avec ma fille Sabirin abdi ■

ECHOS DU MIRAH

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE:
Le gouvernement ivoirien sensibilise les consommateurs

Le 07 juin 2022, à l'occasion de la journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments, le gouvernement de Côte d'Ivoire a fait une déclaration par l'entremise du ministre des Ressources Animales et Halieutiques, Sidi Tiémoko Touré. Le ministre a indiqué que la Sécurité Sanitaire des Aliments est un objectif majeur de la Politique Nationale du Développement de l'Elevage, de la Pêche et de l'Aquaculture (PONADEPA 2022-2026). C'est à ce titre que son département ministériel a célébré la Journée Ivoirienne de Sécurité Sanitaire des Aliments (JISSA 2022) autour du thème «*Agir pour la sécurité alimentaire, produire des aliments sûrs pour une meilleure santé* ». Sidi Touré a appelé à respecter les cinq clefs importantes à savoir, prendre l'habitude de la propreté, séparer les aliments crus des aliments cuits, faire bien cuire les aliments, maintenir les aliments à bonne température et utiliser de l'eau potable et des matières premières sûres.

MIRA: Kouakou Assoumany Gouromenan,
nouveau Directeur de Cabinet

Sidi Touré a un nouveau Directeur de Cabinet. Le ministre ivoirien des Ressources Animales et Halieutiques a nommé à ce poste clef M. Kouakou Assoumany Gouromenan, un fidèle parmi ses fidèles collaborateurs. La passation des charges entre le sortant, Dr Zoumana Méite Anlyou et l'entrant a eu lieu lundi 23 mai 2022 et s'est faite sous la supervision de l'inspecteur général du ministère, le Colonel Dadi Sérikpa Guillaume. Le nouveau Directeur de Cabinet du MIRAH entend poursuivre le travail entamé par son prédécesseur. Il a sollicité la collaboration de tous les membres du Cabinet pour la réussite de sa nouvelle mission.

MEDECINE VETERINAIRE: Sidi Touré échangent avec une équipe d'experts internationaux

Lundi 09 mai 2022, le ministre Sidi Touré a accordé une audience à une équipe d'experts internationaux en pathologie équine en provenance de Dakar. Cette équipe était conduite par Dr Kabore Yalace, Directeur Général de l'Ecole Inter-états des Sciences et Médecine Vétérinaires de Dakar , Dr François Xavier Laleye, spécialiste en pathologie équine et Dr Abdoulaye Cissé, spécialiste en pathologie équine. Le patron du MIRAH et ses hôtes se sont entretenus sur la gestion de la crise sanitaire liée aux mortalités inhabituelles de chevaux dans le district d'Abidjan et des causes probables de cette situation et les enjeux de la filière équine en Côte d'Ivoire.

PRODUCTIONS ANIMALE ET HALIEUTIQUE:
L'Egypte veut renforcer sa coopération avec la Côte d'Ivoire

Une délégation conduite par le Ministre de l'Agriculture et de la Bonification des Terres, Dr Elkosayar Elsayed, a été reçue par le ministre ivoirien des Ressources Animales et Halieutiques, Sidi Tiémoko Touré. Au centre des échanges, le partage d'expériences et de techniques égyptiennes dans le domaine de la production animale et halieutiques. Le ministre Elkosayar Elsayed a invité son homologue ivoirien au Caire, afin de s'imprégner des réalisations dans plusieurs domaines d'élevages. Il s'est dit disposé à accompagner la Côte d'Ivoire dans la mise en œuvre de sa politique, qui vise à assurer une sécurité alimentaire aux populations.

La PONADEPA: Un autre partenariat privé pour sa mise en place

Le 24 mai 2022, M. Eyal Avitan, Vice-président, Business Développement Afrique de la société Vital Capital Fund, accompagné par SEM. Lannon Walker, ancien Ambassadeur des Etats-Unis en Côte d'Ivoire, ont été reçus par le ministre ivoirien des Ressources Animales et Halieutiques.
Cette audience s'inscrivait dans le cadre de la recherche de partenariat pour la mise en place effective de la Politique Nationale de Développement de l'Élevage, la Pêche et l'Aquaculture (PONADEPA 2022-2026).

Une sélection de Priscille HOUEGA